



MOBILITÉ

BULLETIN D'INFORMATIONS SUR LA MOBILITÉ ET LES TRANSPORTS URBAINS / N°03 JUILLET 2017

Étape Saint-Louisienne du Chef de l'État lors de sa tournée économique dans le Nord, l'occasion pour le CETUD d'organiser une cérémonie officielle de remise des clés de nouveaux minibus

- 2 DTR ET CETUD, UNIS DANS DES OPÉRATIONS « COUP DE POING »
- 4 ETUDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DU PROJET BRT, UNE APPROCHE INCLUSIVE
- 5 BRT ET TER, VERS L'INTERMODALITÉ
- 6 MOBILITÉ INTERURBAINE ET DÉSENCLAVEMENT ROUTIER DE L'ÎLE À MORPHIL
- 9 TRANSPORT INTERURBAIN, DAKAR DEM DIKK SE LANCE !

... et bien d'autres informations dans ce numéro

EDITO

La mobilité est l'affaire de tous !

Les routes ont encore causé des victimes, beaucoup trop de victimes, près de 604 en 2016.

C'est ainsi que le Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement (MITTD), à travers le CETUD et la Direction des Transports Routiers, s'est résolument engagé à réduire la fréquence et la gravité des accidents à la fois par des contrôles ayant débouché sur des immobilisations de véhicules en état d'infraction, mais également par la mise en vigueur de 10 mesures rigoureuses.

Bien entendu, l'action du MITTD en matière de sécurité routière, n'est pas seulement répressive. En effet, différentes stratégies pour la prévention des accidents sont en train d'être mises en œuvre : l'extension de l'activité de contrôle technique moderne des véhicules à Dakar et dans les régions (appel d'offres en cours), le renouvellement du parc automobile, la numérisation et la sécurisation des titres de transports routiers avec la mise en place prévue du permis de conduire à points.

En outre, le développement du réseau routier se poursuit intensivement pour mailler le territoire national. L'illustration est faite avec le lancement des travaux de bitumage d'infrastructures routières au Nord du Sénégal ; des localités aussi enclavées que « l'Île à Morphil » vont bénéficier de conditions de transport substantiellement améliorées, avec des aménagements connexes à vocation sociale.

Dans cette mouvance de bonnes nouvelles, il y a l'accord de financement du Projet de Bus Rapid Transit (BRT) obtenu lors du passage au Conseil d'Administration de la Banque Mondiale le 25 mai dernier. La Banque confirme ainsi sa volonté de rester le principal bailleur de fonds, avec une participation à hauteur de 184 Milliards F CFA ! Il faut dire qu'au-delà des enjeux économiques très importants espérés par la mise en œuvre de ce projet important du PSE, le CETUD a su élaborer l'ensemble des documents relatifs aux politiques sociales et environnementales recommandées par la Banque Mondiale dans les délais.

En perspective du développement du réseau de transport en commun métropolitain, le CETUD entend donner forme à l'intermodalité et à l'intégration tarifaire en sa qualité d'Autorité organisatrice des transports urbains. En effet, nous comptons favoriser une connexion optimale des transports de masse (BRT et TER) autour d'infrastructures et de services de rabattement offrant la qualité de service attendue des usagers.

Excellente lecture des lignes de MOBILITÉ!

Dr. Thierno Birahim Aw
Directeur Général du CETUD



DTR ET CETUD, UNIS DANS DES OPÉRATIONS « COUP DE POING »

Du 2 au 6 mai 2017, M. Thierno Birahim Aw, Directeur Général du Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar (CETUD) a accompagné M. Cheikh Oumar Gaye, Directeur des Transports Routiers, dans l'organisation d'opérations coup de poing le long du corridor Dakar-Bamako. Ces opérations font suite à celles organisées en mars dernier à Dakar, Pikine, Guédiawaye et Rufisque dans le cadre de la mise en œuvre d'un plan d'urgence visant à appliquer, l'instruction ferme du Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement (MITTD), M. Mansour Elimane Kane. Les 10 mesures contre l'insécurité routière (voir encadré ci-contre) visent à réduire significativement le nombre de vies fauchées et de blessés sur les routes du Sénégal.

Pendant 3 jours, une délégation conduite par M. Aubin Jules Marcel Sagna, Secrétaire Général du MITTD, s'est rendue successivement à Kaolack, Kaffrine et Tambacounda. Appuyée par les forces de sécurité, la délégation a effectué des contrôles routiers inopinés axés sur la sécurité routière. C'est ainsi que, lors des opérations, de nombreux véhicules ont été immobilisés, pour diverses infractions liées aux défauts de visite technique, de permis de conduire, de carte grise et d'assurance, au port de vitres teintées sans autorisation ainsi qu'au non respect de la charge autorisée. Il a ainsi été recommandé de pérenniser ce type d'opérations « coup de poing » assorties d'activités pédagogiques et des spots publicitaires afin de sensibiliser les conducteurs sur les mesures prises contre l'insécurité routière. Enfin il a été décidé de renforcer les capacités des forces de l'ordre en matière de contrôle routier.

M. Aw a saisi l'opportunité de cette opération effectuée sur le corridor Dakar-Bamako pour rencontrer, dans les régions traversées, les différents représentants des GIE de transport qui ont acquis de nouveaux minibus dans le cadre du programme de modernisation des transports urbains (voir article plus loin). C'est ainsi qu'il s'est longuement entretenu avec les GIE de transport de Kaolack, de Tambacounda et de Ziguinchor pour l'évaluation du programme. Les recommandations issues de ces rencontres ont été partout les mêmes : « poursuivre le programme dans d'autres villes pour permettre la modernisation du secteur des transports au Sénégal sans oublier la formation et la professionnalisation des acteurs ».



De gauche à droite : M. Cheikh Oumar Gaye, Directeur des Transports Routiers, M. Thierno Birahim Aw, Directeur Général du CETUD et M. Aubin Jules Marcel Sagna, Secrétaire Général du MITTD, lors des opérations coup de poing le long du corridor Dakar-Bamako

A GAUCHE. Arrivée des 18 nouveaux minibus sur la place Faidherbe à Saint-Louis lors de la cérémonie officielle de remise des clés présidée par le Chef de l'Etat, Son Excellence M. Macky Sall

A DROITE. Remise officielle des clés de 14 minibus neufs au représentant du GIE des transports de Diourbel par Monsieur Mansour Elimane Kane, Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement



Les 10 mesures contre l'insécurité routière

1- Immobilisation et mise en fourrière de tout véhicule en circulation pour lequel le propriétaire ne s'est pas présenté à la visite technique, sans motif valable, à l'expiration du délai ou dont l'état de vétusté est tel que la circulation du véhicule compromettrait gravement la sécurité des personnes ou des biens. Les réparations à effectuer sur le véhicule immobilisé seront constatées par un expert chargé des visites de la zone géographique où l'infraction a été relevée. Une mise en demeure sera envoyée au propriétaire pour qu'il effectue les réparations dans un délai d'un mois, sous peine de retrait définitif dudit véhicule de la circulation

2- Opérations de mutation des véhicules de transport public interurbain de voyageurs et de marchandises, de Dakar vers les régions, suspendues à titre provisoire sur tout le territoire national

3- Interdiction formelle de toute transformation de véhicule destiné au transport de marchandises (fourgons, fourgonnettes, camions, etc.) en véhicule de transports de passagers

4- Interdiction des transformations de véhicules d'origine destinées à augmenter le nombre de places assises pour les passagers ou à créer des porte-bagages supplémentaires

5- Application de la « tolérance zéro » contre les surcharges de personnes et de bagages pour l'ensemble des véhicules

6- Fixation de l'âge des conducteurs de taxis urbains à 25 ans au minimum

7- Fixation de l'âge requis pour l'obtention du permis de conduire pour les conducteurs de véhicules de transport public interurbain de passagers et de marchandises à 30 ans au minimum ;

8- Immatriculation gratuite pendant 6 mois de tous les véhicules motorisés à deux roues auprès des services compétents du Ministère chargé des Transports terrestres à partir du jeudi 16 mars 2017 (au delà de ce délai, aucun véhicule motorisé à deux roues ne sera admis à circuler)

9- Port obligatoire d'un casque homologué pour tout conducteur de véhicule à deux roues circulant sur la voie publique, avec ou sans passager, sous peine d'une immobilisation immédiate de son véhicule sans préjudices de l'amende forfaitaire prévue à son encontre par les dispositions réglementaires du Code de la route

10- Application rigoureuse des dispositions du Code de la route relatives à l'usage du téléphone au volant, au port de la ceinture de sécurité, à l'excès de vitesse, au respect de la signalisation horizontale et verticale

Diourbel : 14 nouveaux minibus pour moderniser le transport urbain !

Le lundi 08 mai 2017, Monsieur Mansour Elimane Kane, Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement, a remis officiellement les clés de 14 minibus neufs au GIE des transports de Diourbel.

La cérémonie organisée devant la gouvernance a vu la participation de M. Thierno Birahim Aw, Directeur Général du CETUD et de plusieurs membres de l'Administration territoriale parmi lesquels M. Mamadou Moustapha Ndao, Gouverneur de la Région de Diourbel. Cette cérémonie a été l'occasion pour le Ministre de rappeler que la mise en circulation de ces 14 nouveaux minibus à Diourbel s'inscrivait dans le cadre du programme de modernisation des transports urbains et de renforcement de l'offre aux usagers, initié par l'Etat du Sénégal et mis en œuvre par le CETUD. Il a également précisé que le programme, initialement mis en œuvre à Dakar, a été étendu à d'autres localités sur décision de son Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la République.

A ce jour, le programme a généré près de 11 000 emplois directs. Il permet de transporter 700 000 voyageurs quotidiennement. En outre, tous les minibus mis en circulation sont montés au Sénégal, ce qui contribue aussi à l'objectif d'industrialisation fixé dans le Plan Sénégal Emergent.

Avec ses 14 minibus, 3 lignes d'une longueur totale de 40 km ont été créées pour Diourbel. Elles vont desservir en priorité les écoles, les marchés, les services administratifs, les services de santé, les banques et assurer les liaisons avec l'usine SONACOS, Thierno Kandji et marché Kadd. La mise en circulation des minibus à Diourbel par le CETUD contribuera à l'objectif de réduction de l'insécurité routière souhaité par l'Etat. En effet, selon les chiffres des sapeurs-pompiers de la ville, durant l'année 2016, 1568 interventions ont été effectuées au cours desquelles « 2 928 victimes ont été assistées, dont 71 décédés ». Depuis janvier 2017, Diourbel dénombre déjà 131 victimes d'accidents de la route dont 10 décédées.

Extension du programme de modernisation des transports urbains à différentes localités du Sénégal (en nombre de minibus par phase)

Localités bénéficiaires	Phase 1	Phase 2	Total
Diourbel		14	14
Fatick		7*	7*
Kaolack	51		51
Louga	13	5	18
Mbour		38*	38*
Saint-Louis	50	55	105
Tambacounda	20		20
Thies	78	8	86
Tivaouane		15	15
Ziguinchor	38	8	46
Total	250	150	400

* Très prochainement

ÉTUDES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DU PROJET BRT, UNE APPROCHE INCLUSIVE

Conformément aux normes rigoureuses de la Banque Mondiale, le Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar (CETUD) a élaboré les études environnementales et sociales qui ont facilité l'approbation du financement du projet de Bus Rapid Transit (BRT) par l'institution financière. En effet, le CETUD a réalisé toutes les diligences requises pour que lesdites études soient conduites dans les meilleurs délais. Le projet étant classé catégorie « A », l'identification et la mise en œuvre de mesures de sauvegarde environnementale et sociale avaient été rendues nécessaires selon les exigences (validation et publication 120 jours avant le passage au Conseil d'Administration) de la Banque Mondiale et du Ministère en charge de l'Environnement. Les études ont été validées au niveau national par la Direction des Établissements Classés (DEEC) (attestation de conformité environnementale délivrée le 28 novembre 2016) puis par l'institution financière le 24 janvier 2017. Le projet de BRT a ainsi pu passer au Conseil d'Administration de la Banque mondiale le 25 mai 2017 pour l'approbation d'un financement de 300 millions de dollars (voir encadré ci-contre).

Les documents de sauvegarde sont composés du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) et de l'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES). Dans le processus d'élaboration et de validation de ces rapports, une attention particulière a été accordée à l'implication de l'ensemble des parties prenantes, grâce à une approche participative adoptée, gage d'acceptabilité sociale du projet. Cette approche inclusive, menée le long du processus, a permis d'associer les populations, les services techniques et toutes les structures de gouvernance locale.

Compte tenu de l'importance du projet, celui-ci va nécessiter aussi des mesures de réinstallation pour les personnes physiques et morales le long de l'emprise du BRT. A cet effet, ont été élaborés un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) et un Plan d'Action de Réinstallation (PAR), conformément aux exigences de la Banque Mondiale en matière de politique de déplacement involontaire des populations. Le processus de recensement et d'évaluation des indemnités des Personnes Affectées par le Projet (PAP) a été piloté par les Commissions Départementales de Recensement et d'Évaluation des Impenses présidées par les Préfets des Départements de Dakar et de Guédiawaye. Pour l'évaluation des impenses, des barèmes d'indemnisation et des critères d'éligibilité ont été établis et partagés avec les personnes affectées par le projet. Au cours de l'élaboration du PAR, les populations de la zone et les PAP ont été régulièrement consultées. Selon les estimations actuelles du PAR, les réinstallations définitives concerneront environ 80 propriétaires de concessions situés principalement dans le quartier de Grand Médine, 126 locataires, 244 places d'affaires pour les pertes de structures, 16 biens communautaires et un appui à 835 personnes détentrices de structures amovibles.

Le PAR sera établi par un Groupe Opérationnel sous la supervision d'un Comité ad hoc, en charge des opérations de libération des emprises des Grands Projets de l'État, avec la mise en place d'autres Commissions administratives de conciliation et de paiement des impenses. Par ailleurs, pour sa mise en œuvre, le CETUD a prévu un important volet accompagnement et communication sociale confié à des structures facilitatrices qui tiendront compte des mesures additionnelles de réinstallation destinées aux femmes ainsi qu'aux personnes vulnérables. L'application du PAR est prévue durant cette année pour une libération effective des emprises.



Exploitation et maintenance du TER, la gestion confiée au groupement SNCF/RATP

Le 25 avril 2017, M. Mansour Elimane Kane, Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement a signé, à Paris Bercy, un avenant au protocole d'accord avec le groupement Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF)/ RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens) pour l'exploitation et la maintenance du Train Express Régional (TER) Dakar - AIBD.

Ainsi, l'Etat du Sénégal va confier l'exploitation et la maintenance du TER au groupement SNCF/RATP, constitué sous la forme d'une société de droit sénégalais, à travers un Contrat d'Exploitation et de Maintenance d'une durée minimale de (5) cinq ans. Au cours de la cérémonie de signature, le Ministre Mansour Elimane Kane n'a pas manqué de rappeler la complexité de ce projet structurant du TER dont la gestion rentable doit contribuer au remboursement de l'emprunt contracté. Il a aussi insisté sur l'importance de la maintenance et de la formation dans la gestion du TER. Le Secrétaire Général de la SNCF, Stephan Volant, a fait remarquer que ce TER sera une innovation en Afrique et a rappelé qu'une école de formation ferroviaire dédiée à la mobilité urbaine sera créée au Sénégal dans le cadre du protocole. Pour rappel, le projet de TER est exécuté par l'APIX.

Signé sous la forme d'un avenant, ce protocole fait suite à deux accords signés par M. Amadou Bâ, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, portant sur un montant global de 129,7 milliards de FCFA, et liés à l'acquisition du matériel roulant ferroviaire et le ripage/renouvellement de la voie métrique entre Dakar et Diamniado. Le premier accord a été signé par M. Amadou Bâ avec son homologue français Michel Sapin. Il porte sur un montant de 63, 2 milliards de FCFA et concerne un protocole financier conclu entre l'Etat du Sénégal et la République Française à travers le Trésor Public français. Le second accord a été signé avec le Directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD), Remy Rioux, dans le cadre d'une convention de financement d'un montant de 66,5 milliards de FCFA.



Signature du protocole entre l'Etat du Sénégal et le Groupement SNCF/RATP pour l'exploitation et la maintenance du TER

MOBILITÉ DURABLE

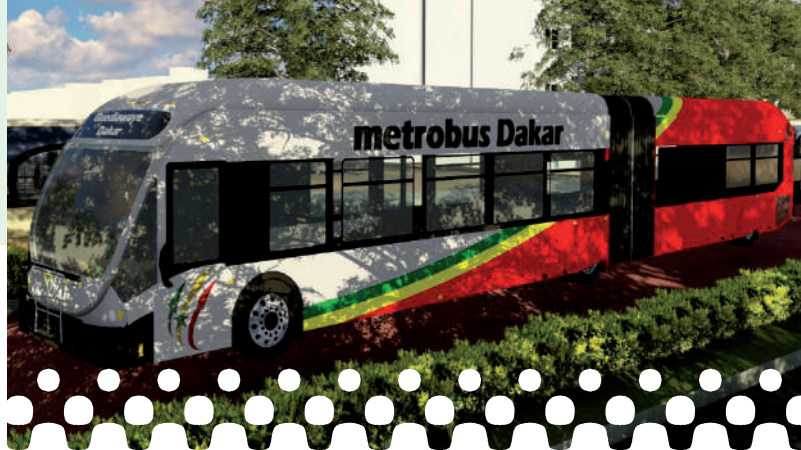
BRT ET TER, VERS L'INTERMODALITÉ

Alors que l'Etat du Sénégal a lancé concomitamment la réalisation de deux projets structurants de transports publics, une question va bon train ! Pourquoi ces deux projets ? La réponse est à rechercher du côté de l'intermodalité et de l'insuffisance de l'offre de transports publics dans une région capitale en pleine croissance. Ces deux transports de masse, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement, ont en effet été pensés de manière complémentaire. Le Train Express Régional (TER) apporte une réponse structurelle à travers la planification d'un système de transport moderne devant accompagner la croissance vers l'Est de l'agglomération dakaroise avec la desserte de la ville nouvelle de Diamniadio et de l'AIBD. Il sera complété par un deuxième projet de transport de masse destiné à améliorer les conditions de déplacements entre le centre-ville et le Nord de l'agglomération, avec la mise en service prévue de Bus sur Voies Réservées (Bus Rapid Transit en anglais - BRT).

Le TER reliera la gare ferroviaire au nouvel aéroport Blaise Diagne en desservant Colobane, Thiaroye, Pikine, Rufisque, le pôle urbain de Diamniadio, Sébikotane et Diass. Quant au BRT, il permettra de relier Guédiawaye à la gare routière de Petersen, en passant par Grand Médine et en irriguant les zones urbaines les plus denses.

Le CETUD agissant en qualité d'autorité organisatrice et régulatrice des transports urbains a réalisé une étude stratégique de restructuration du réseau de transport en commun existant, visant notamment la définition d'une stratégie de rabattement vers les stations du BRT et du TER. L'objectif est de promouvoir une offre de transport multimodale, avec un plan de rabattement efficace (lignes, fréquences, etc.) pour alimenter des stations identifiées du TER et du BRT. Il s'agit de définir des mesures préférentielles pour les itinéraires de bus afin de rendre efficace les réseaux de rabattement.

Avec des autobus modernes sur des infrastructures prioritaires de rabattement, la régularité et la fiabilité du service seront garanties. Des pôles d'échanges multimodaux, principaux lieux de rupture de charge, seront aménagés et permettront d'assurer une connexion efficace au TER et au BRT.



Dans cette perspective, le CETUD est en train de travailler sur une stratégie d'intégration tarifaire du futur réseau métropolitain hiérarchisé (TER, BRT, lignes de bus structurantes, autobus de rabattement), afin d'apporter une réponse efficace à la volonté de l'Etat de rendre plus performants les transports publics et d'infléchir la courbe de croissance automobile.

A terme, avec un ticket unique, l'utilisateur aura la possibilité d'utiliser successivement le TER et le BRT.

Le financement du BRT approuvé par la Banque Mondiale

Le financement du projet de bus rapides sur voies réservées (BRT) a été approuvé le 25 mai 2017 par la Banque mondiale, pour un montant de 300 millions de dollars (281 millions d'euros / 184 milliards F CFA). « Le BRT améliorera substantiellement les conditions de déplacements dans l'agglomération dakaroise qui compte actuellement 3,5 millions d'habitants et qui devrait en compter 5 millions en 2030 », a noté Mansour Elimane Kane, Ministre de l'Infrastructure, du Transport terrestre et du Désenclavement du Sénégal. « La garantie de temps de trajets plus courts, l'amélioration du niveau de confort et de sécurité, à un coût acceptable pour les usagers, permettront d'atteindre les objectifs de performance économique et d'équité sociale visés par ce projet important du Plan Sénégal Émergent », a-t-il ajouté.

Selon Louise Cord, Directrice des Opérations de la Banque Mondiale au Sénégal, « ce système de transport en commun et moins polluant aura un impact important pour la croissance économique du Sénégal ». Elle a souligné que les milliers d'usagers qui se rendent chaque jour dans le centre de Dakar seront les principaux bénéficiaires de la nouvelle infrastructure. « Les emplois qualifiés créés par les opérations du BRT offriront davantage d'opportunités professionnelles aux femmes. Par ailleurs, les opérateurs de transport locaux, qui vont assurer le transport des usagers vers les lignes du BRT, auront l'opportunité d'être actionnaires dans le capital de l'opérateur BRT », a déclaré Louise Cord soulignant aussi que l'environnement des affaires au Sénégal bénéficiera également du succès de ce Partenariat Public-Privé (PPP).

« La construction d'une ligne BRT entièrement séparée de 18,3 km permettra de transporter près 300 000 passagers par jour, dont 27 000 pendant les heures de pointe », ont indiqué quant à eux Tojoarafenitra Ramanankirahina et Franck Taillandier, chargés du projet à la Banque Mondiale. Le projet inclut la construction de trois terminaux de passagers et de 20 stations, ainsi que la fourniture d'une flotte de bus et un Système de Transport Intelligent (STI). Un opérateur privé sera sélectionné par le CETUD pour gérer le BRT dans le cadre d'un Partenariat Public-Privé.



INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

MOBILITÉ INTERURBAINE : LES AUTOROUTES AIBD-THIÈS ET THIÈS-TOUBA LIVRÉES FIN 2018

Les projets d'infrastructures lancés par l'Etat du Sénégal pour densifier le réseau routier et autoroutier et faciliter les déplacements des personnes et des biens, progressent de manière visible. C'est le cas pour les autoroutes AIBD- Thiès et Thiès- Touba, également appelé Ila Touba. A l'issue d'une visite de chantier organisée le 16 janvier 2017, le Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement, M. Mansour Elimane Kane, a annoncé que les projets devraient être livrés en fin 2018. Après l'inauguration de l'autoroute Diamniadio-AIBD, ce sera donc bientôt au tour des infrastructures autoroutières AIBD-Thiès et de Thiès-Touba. Lors de la visite, Monsieur Mansour Elimane Kane accompagné par ses collègues de l'Industrie et des Mines, Aly Ngouye Ndiaye et du Ministre auprès du Premier ministre et porte-parole du Gouvernement Seydou Guèye, a constaté les avancées concrètes. « 84% du terrassement, 42% des ouvrages hydrauliques et 20 forages dans les localités traversées par l'autoroute Ila Touba, 61% des ouvrages d'art terminés » a-t-il déclaré. Mieux, d'ici la prochaine édition du Magal de Toubà, les usagers pourraient emprunter l'autoroute jusqu'à l'aéroport de Diass et contourner Thiès sur une dizaine de kilomètres avant de reprendre la route nationale n°3 ». La rapidité d'exécution des travaux de l'autoroute Ila Touba a été rendue possible grâce au démarrage simultané des travaux scindés en trois sous-projets : Thiès-Bambey, Bambey-Diourbel, Diourbel-Toubà.



Chantier de l'autoroute ILA TOUBA

Réalisation de l'autoroute AIBD - Mbour - Thiès



DÉSENCLAVEMENT ROUTIER ET AMÉNAGEMENTS DE L'ÎLE À MORPHIL : UN PROJET POUR CHANGER LA VIE

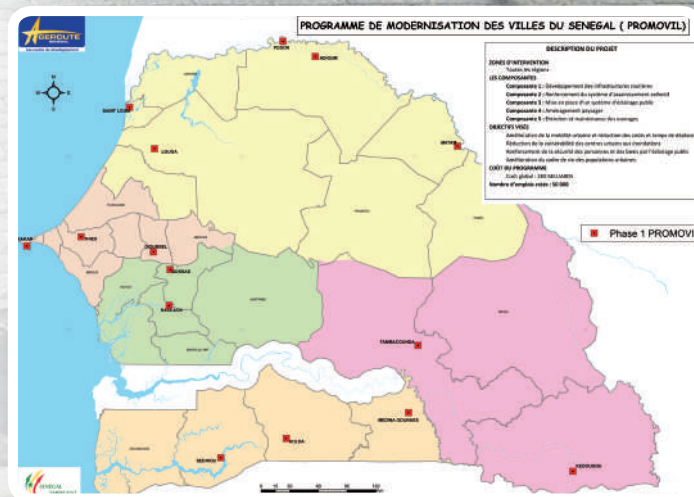
Au cours de sa tournée économique dans les régions du nord du Sénégal, le Président de la République, Macky Sall, a lancé les travaux d'aménagement et de bitumage des infrastructures routières pour le désenclavement de l'Île à Morphil le 7 mars dernier. D'un coût global de 105 milliards de F CFA, financés par l'Etat du Sénégal et la Banque Africaine de Développement (BAD), les travaux prévoient le bitumage de la dorsale régionale 40 km sur un linéaire de 130 kilomètres, la réalisation d'un réseau intégré de pistes de production et la construction de 2 nouveaux ponts de franchissement - les ponts de Nianga Edy et de Guédé village - qui viendront s'ajouter au pont de Alwar déjà achevé. La dorsale régionale sera interconnectée avec la route nationale n°2 au niveau de 8 entrées pour définitivement désenclaver l'Île à Morphil, une bande de terre fertile du Département de Podor.

« L'île à Morphil, avec ses ressources hybrides, ses terres fertiles, ses travailleurs, doit se positionner comme un grenier de prospérité, comme un pôle agricole de premier plan pour contribuer à l'émergence du Sénégal » a d'ailleurs indiqué le Chef de l'Etat au cours de la cérémonie de lancement des travaux. Après son désenclavement, d'importants aménagements hydro-agricoles y seront engagés, avec notamment l'extension de superficies aménagées qui passeront de 26 000 à 140 000 hectares afin de booster la production céréalière en particulier, celle du riz.

A côté des travaux routiers, des aménagements connexes à vocation sociale seront réalisés avec la construction prévue de 121 classes destinées à remplacer les locaux provisoires et dotées de 40 blocs sanitaires pour garantir la salubrité dans les écoles, mais également 8 500 mètres de linéaire de clôture pour les délimiter et les sécuriser. La réhabilitation de 8 cases de santé et du Centre Départemental d'Education Populaire et Sportive (CDEPS) de Podor ainsi que la réalisation de 10 plateformes multifonctionnelles destinées à faciliter les travaux domestiques des femmes seront également érigées dans la zone dans le cadre des investissements consentis par l'Etat pour le désenclavement et le développement économique et social de l'Île à Morphil.

Un financement de la BAD de 75 milliards de F CFA mobilisé pour PROMOVILLES

Le Programme de Modernisation des Villes (PROMOVILLES) est sur la bonne route ! Neuf mois après le lancement officiel par le Chef de l'Etat et le démarrage des premières infrastructures routières sur budget national (BCI), la Banque Africaine de Développement (BAD) vient de signer avec l'Etat du Sénégal un accord de financement de 75 milliards de F CFA destiné à exécuter les travaux prévus dans la première phase de ce vaste programme (PROMOVILLES 1). Au cours de cette phase, 13 communes et villes moyennes seront dotées d'infrastructures de base avec la réhabilitation et la construction prévues de 78 km de voiries dotées d'aménagements pour l'assainissement et l'éclairage public. A ces installations connexes vont s'ajouter la construction d'équipements publics (marchés et centres sportifs) ainsi que des aménagements de places et parcs paysagers. PROMOVILLES 1 a été principalement lancé par les autorités sénégalaises pour accompagner la croissance des villes moyennes du pays. L'ensemble des infrastructures qui seront mises en service d'ici à 2020 dans le cadre de la première phase du programme est destiné à améliorer la mobilité urbaine et les conditions de vie de plus de 2 millions de citoyens. Les objectifs de PROMOVILLES sont en effet multiples : renforcement de l'accès des populations urbaines aux infrastructures routières en vue de faciliter leur déplacement avec une réduction significative des coûts des transports et une amélioration sensible de la mobilité ; renforcement du système d'assainissement collectif pour faire face aux phénomènes d'inondation ; renforcement de la sécurité des personnes et des biens ; amélioration du cadre de vie des populations ; et création d'emplois. La capitale sénégalaise n'est toutefois pas en reste. C'est ainsi que les travaux prévus à Dakar dans le cadre de PROMOVILLES 1 portent sur l'élargissement de la route des Niayes en 2x2 voies du rond-point Liberté 6 jusqu'à Keur Massar représentant un linéaire de 22 Km, la réalisation de 117 km de voiries urbaines dont une bonne partie en pavés y compris l'éclairage public, l'assainissement routier et les aménagements paysagers, et enfin la réalisation d'infrastructures sociales en accompagnement à ces travaux de voiries.



PROMOVILLES en marche

Projets en cours de réalisation

Dakar (22,86 km), Kaolack (2,41 km),
Médina Gounass / Kolda (5,09 km), Diourbel (2,34 km)

Projets en phase de démarrage

Saint Louis (6,2 km), Matam (7 km), Louga (6,94 km),
Thiès (15,65 km), Dakar (15,9 km), Ziguinchor (5 km),
Fatick (4 km), Kaolack (3,35 km), Diourbel (8,2 km),
Tambacounda (6 km), Kaffrine (6 km)



Travaux de pavage à Kaolack



Sécurisation des titres de transports routiers et des plaques d'immatriculation, l'Etat signe avec le groupement Gemalto/Face Technologies (22 juin 2017)

MODERNISATION DES TRANSPORTS

A l'ère de la numérisation et de la sécurisation des titres de transports

L'administration des Transports se modernise. L'ambitieux projet de numérisation et de sécurisation des titres de transports ainsi que la production et la pose de plaques d'immatriculation sécurisées a été initié par M. Mansour Elimane Kane, Ministre en charge des Transports terrestres. Le projet est aujourd'hui dans sa phase d'exécution. Suite à un appel d'offres international, le marché a été attribué au Groupement Gemalto (chef de file) / Face Technologies. C'est ainsi que l'État du Sénégal a signé, le jeudi 22 juin 2017, une convention de concession avec le Groupement.

SYSTEME D'IMMATRICULATION DES VEHICULES

ACCUEIL SITUATION CHANGEMENT DE SIMULATEUR DE VOS DEMARCHES ADMINISTRATIVES TITULAIRE TAXES

Pré-demande de changement de titulaire

Vous pouvez obtenir de l'aide en cliquant sur ?
Les champs marqués par * sont à renseigner obligatoirement.

Identification du certificat d'immatriculation

Numéro d'immatriculation *

Date de première immatriculation du véhicule (ou date de première mise en circulation) *

Date du certificat d'immatriculation *

Identification du titulaire ou de l'acquéreur (*)

(Si personne physique) Nom et prénom

ou (Si personne morale) Raison sociale

Précédent Poursuivre

Numérisation et sécurisation des titres de transports, un projet du MITTD impliquant de nombreux services de l'État



Le marché concerne le permis de conduire, le certificat d'immatriculation et d'aptitude technique (carte grise), les plaques d'immatriculation automobile et des deux roues motorisées, l'autorisation de transport privé de marchandises et de voyageurs, l'autorisation de transport public de marchandises ainsi que l'autorisation de transport urbain et interurbain public de voyageurs. C'est au total plus de 3 millions de titres qui vont être produits pour un montant de plus de 9 milliards sur une durée de 6 mois.

Lors de la phase de conception du projet, tous les services concernés de l'Etat ont été associés. C'est ainsi que les Ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Santé et de l'Action sociale, l'Agence De l'Informatique de l'Etat (ADIE), la Direction Générale des Douanes, la Direction générale des Impôts et Domaines (DGID), la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor ainsi que la Gendarmerie Nationale ont pris part aux rencontres de formulation du projet.

Grâce au nouveau système d'information qui sera mis en place courant 2017, le Ministère en charge des Transports terrestres disposera de documents fiables, infalsifiables, innovants, durables et adaptés à la dématérialisation des télé-services dans les transports routiers en conformité avec les standards internationaux.

TRANSPORT INTERURBAIN, DAKAR DEM DIKK SE LANCE !

Annoncé depuis plusieurs mois, Dakar Dem Dikk (DDD) s'est finalement lancée dans le transport interurbain. En garantissant « ponctualité, sécurité et confort aux usagers », le Directeur Général de DDD, Me Moussa DIOP, a choisi de s'attaquer à ce marché hautement concurrentiel afin de permettre à la société de transport public d'y prendre des parts. C'est ainsi que, « Sénégal Dem Dikk » (SDD) a été officiellement lancé le mercredi 1^{er} février 2017. Et c'est depuis le terminus Liberté 5 de Dieuppeul que le premier bus SDD a quitté Dakar à destination de Kaolack.

Aujourd'hui, les usagers peuvent se rendre à Tivaouane, Touba, Fatick, Kaolack, Ziguinchor, Saint-Louis, Podor, Ndoum en empruntant les bus de SDD. Après ces premières destinations, ce sera bientôt au tour de Tambacounda, Ourossogui, Matam et Kolda d'accueillir les lignes interurbaines de SDD, qui prévoit de mobiliser au total quarante cinq (45) bus climatisés, confortables et sécurisés.

Avec cet ambitieux projet de transport interurbain, la société Dakar Dem Dikk (DDD) veut permettre aux Sénégalais de voyager en toute quiétude entre les villes et surtout dans les meilleures conditions possibles de standing, de sécurité, de confort et de ponctualité, à un prix compétitif.

Les tarifs de Sénégal Dem Dikk resteront fixes même si le prix du carburant connaît une hausse liée à une évolution des cours mondiaux du pétrole. Ils seront également maintenus pendant les événements religieux où la demande est forte. Bonne route à SDD !



Responsabilité Sociétale d'Entreprise, DDD reçoit le Cauris d'Or

And the winner is ... ! « Hors Catégorie Responsabilité Sociétale d'Entreprise, le gagnant est Dakar Dem Dikk ». La société DDD fait indéniablement partie des entreprises sénégalaises qui prennent véritablement en compte la dimension RSE. Plus encore, loin d'un effet de mode, l'entreprise de transport public a fait de la RSE, sa grande priorité. Avec une démarche volontaire, DDD, sous la houlette de son directeur général, Me Moussa DIOP, intègre en effet « les préoccupations sociales, environnementales, et économiques dans ses activités et dans ses interactions avec les parties prenantes ».

Plusieurs éléments en sont la preuve. Il y a eu l'achat de 475 nouveaux bus pour accroître et renouveler le parc de véhicules de transports en commun permettant d'améliorer la qualité du service aux usagers avec plus de régularité, de confort et d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Le deuxième élément concerne la formation et le recrutement des premières femmes conductrices de bus. Après Sophie Diouck, 1^{ère} femme conductrice de bus au Sénégal, deux autres femmes sont en cours de formation. Une intégration genre à saluer véritablement et une première dans un secteur essentiellement masculin. De plus, il y a aussi le recrutement de personnes à mobilité réduite au sein de l'entreprise.

La gratuité du transport pour les agents de l'Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité (ASP) constitue une autre preuve de l'engagement de la Direction Générale de Dakar Dem Dikk. Elle a en effet procédé, le lundi 30 Janvier 2017 à la signature d'une convention avec l'ASP pour le transport des assistants à la sécurité de proximité de la capitale sénégalaise. La signature de cette convention permet désormais aux assistants à la sécurité de proximité d'emprunter les bus DDD pour se rendre sur leurs lieux de travail, à un prix largement inférieur aux 15 000 F CFA que coûte un abonnement mensuel de plein tarif. Pour cela, les ASP doivent juste se munir d'une carte de transport délivrée gratuitement lors de leurs différents déplacements. Cette initiative sociétale va permettre aux ASP bénéficiaires de se libérer surtout des contraintes récurrentes liées à la mobilité urbaine dans l'agglomération de Dakar et qui impactaient lourdement et négativement sur leur assiduité au service et surtout sur leur productivité.

Finalement, c'est toute cette série d'initiatives qui a valu à la société DDD de recevoir le Cauris d'Or 2017 dans la catégorie des entreprises qui adopte une véritable politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise, qui en outre contribue significativement au développement durable du Sénégal.

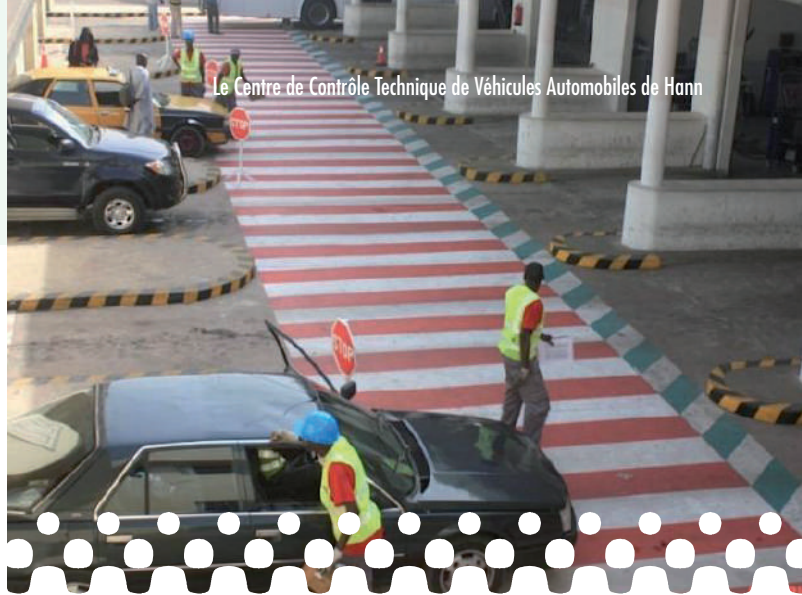


SÉCURITÉ ROUTIÈRE

D'autres centres de contrôle technique à Dakar et en régions

C'est un fait avéré. Le Centre de Contrôle Technique des Véhicules Automobiles (CCTVA) de Hann cause aussi bien aux riverains qu'aux usagers de la route beaucoup de désagréments au niveau de ce quartier de Dakar. Mis en exploitation en juin 2012, le CCTVA est conçu pour recevoir 400 véhicules par jour, en reçoit plus de 1000 quotidiennement dépassant très largement sa capacité. Les conséquences sont hélas bien visibles avec de longues files d'attente à l'intérieur comme à l'extérieur du centre, contribuant ainsi à l'engorgement de la route principale de Hann, seule voie d'accès au centre, et à une pollution importante due aux gaz d'échappements. Face à cette situation insoutenable, l'Etat vient d'accélérer les procédures d'acquisition de terrains et a lancé les projets de construction d'un second centre à Dakar, appelé Dakar 2, ainsi qu'un centre relais pour les contre-visites. Par ailleurs, l'évaluation de l'Appel d'Offres pour les CCTVA Régions est en cours.

Pour ce qui est du centre Dakar 2, il sera construit à Diamniadio sur un terrain d'une superficie de près de 3,5 ha qui a été mis à la disposition du Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement par la Délégation Générale à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose. Le CCTVA a déjà procédé aux études préalables d'aménagement et géotechniques dudit terrain. Quant au centre relais, un terrain privé a été identifié et la transaction foncière finalisée. Le MITTD a pris en location pour usage professionnel un terrain d'une superficie de 3800 m², situé au km 21 route de Rufisque et abritant un bâtiment comprenant des locaux à usage de bureaux, pour loger un centre de contrôle technique annexe qui sera opérationnel avant la fin de l'année 2017.



Enfin, pour uniformiser le contrôle technique automobile sur l'ensemble du territoire national, il est prévu la construction de centres de contrôles techniques dans les 13 autres régions du Sénégal. C'est ainsi qu'un avis d'appel à pré qualification international a été lancé et l'évaluation des offres a démarré depuis le mois de janvier 2017.

En attendant la construction de ces centres, des mesures ont été prises pour améliorer la situation. C'est ainsi que depuis le 22 mars 2017, toutes les contre-visites des véhicules particuliers, des taxis urbains, des véhicules de transport public de voyageurs, des véhicules de transport de marchandises se font obligatoirement sur rendez-vous. La visite technique initiale et la contre-visite des véhicules poids lourds se font désormais uniquement sur rendez-vous. Les usagers ont été invité à anticiper la fin de validité de la visite technique de leurs véhicules en prenant rendez-vous au 88 628 10 10 afin d'éviter les longues files d'attente.



CIRCULATION

Magal de Touba et Gamou annuel de Tivaouane, PTB au cœur des événements

Dans le transport urbain à Dakar, il faut aussi compter avec PTB ! Un acronyme qui a évolué dans sa signification au fil du temps. Le Petit Train Bleu est devenu Petit Train de Banlieue. De 1987, date de sa création, à 2003, l'appellation a changé mais la mission du PTB est restée la même : assurer le transport de passagers entre Dakar et sa grande banlieue. Même si les tarifs répondent à une demande sociale, ce n'est pas ce seul critère qui attire les nombreux voyageurs. Dans la banlieue, le train reste le moyen de transport de masse accessible à tous et assurant confort, sécurité et rapidité. C'est avec un personnel de moins de 150 agents que le PTB parvient à réaliser 26 rotations/jour. Ce personnel, composé de mécaniciens, contrôleurs, aiguilleurs et guichetiers ainsi que du personnel administratif, compte en son sein 15 femmes. C'est grâce à ces hommes et ces femmes que, lors des éditions 2016 des événements religieux majeurs du Grand Magal de Touba et du Gamou annuel de Tivaouane, les fidèles ont pu une nouvelle fois compter sur l'accompagnement de la société Petit Train de Banlieue (PTB), entreprise parapublique de transport ferroviaire de voyageurs. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Pour le Grand Magal de Touba et le Gamou annuel de Tivaouane, ce sont près de 20 000 fidèles qui ont pu réaliser un voyage express, en toute sécurité, vers leur lieu saint respectif.



CHIFFRES CLÉS DE L'ACCOMPAGNEMENT PTB AU COURS DES ÉVÈNEMENTS RELIGIEUX EN FIN 2016



MAGAL DE TOUBA

10 rotations ferroviaires

(6 avec Dakar, 2 avec Thiès, 2 avec Guinguinéo)

11 500 fidèles transportés

35 millions de F CFA de chiffre d'affaires

GAMOU ANNUEL DE TIVAOUANE

11 rotations ferroviaires

(9 avec Dakar, 2 avec Guinguinéo)

8 000 fidèles transportés

15 millions de F CFA de chiffre d'affaires

Faisons connaissance avec le nouveau Directeur Général de PTB

Magistrat de profession, Omar Bounkhatab Sylla a obtenu son Brevet en 2005 à l'Ecole Nationale de l'Administration et de la Magistrature (ENAM), section Centre de Formation Judiciaire. En juin 2006, il commence à exercer en qualité de Juge au Tribunal de Guédiawaye. De septembre 2007 à avril 2008, il rejoint le Tribunal de Louga puis celui de Matam de 2011 à 2014. Mis en position de détachement par décret présidentiel, cet ancien Juge d'instruction et Juge d'application des peines devient en mai 2015, Chef du Bureau des Affaires Juridiques au Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement. Egalement Conseiller Technique du Ministre Mansour Elimane Kane, titulaire d'une Maîtrise en Sciences Juridiques (Option Gestion des Entreprises en difficultés) et d'un certificat de formation en Management des Partenariats Publics-Privés, le juge Sylla, spécialiste en investigation, pilote en décembre 2016 la résiliation de la convention de concession ferroviaire qui liait les Etats du Sénégal et du Mali à Transrail S.A. Avec la création de Dakar Bamako Ferroviaire (DBF), il intègre le comité inter-étatique en qualité d'expert juriste. Par décret présidentiel, il est élevé au Grade de Chevalier dans l'Ordre National du Mérite. Par décret N°2016-1258 du 14 Septembre 2016, le Président de la République, son Excellence M. Macky Sall, le nomme Directeur Général du Petit Train de Banlieue (PTB S.A.).



Le CETUD renouvelle sa confiance à Dakar Dem Dikk

En sa qualité d'Autorité organisatrice et régulatrice de l'offre et de la demande de transport à Dakar, le Conseil Exécutif des Transports Urbains de Dakar (CETUD) a signé, le mercredi 6 juin 2017, avec la Société de transport Dakar Dem Dikk (DDD), une nouvelle Convention qui porte sur la mise en concession de l'exploitation de lignes structurantes de transport public de voyageurs par autobus dans la région de Dakar.

L'étendue de la concession, définie dans le cahier des charges annexé à la convention, est constituée par l'ensemble des lignes situées dans le Périmètre de Transport Urbain de l'agglomération de Dakar. La consistance des services est définie par des itinéraires, des arrêts, des horaires, une amplitude de service, des fréquences, ainsi qu'une offre définie en kilomètres commerciaux.

Ce contrat va permettre d'aller encore plus loin, afin d'apporter plus de services, plus de présence humaine et plus d'offres aux voyageurs. L'amélioration des services met tout particulièrement l'accent sur une régularité en hausse, le respect des horaires programmés, l'exploitation du réseau en cas de perturbation, les conditions de transport de voyageurs et le comportement du personnel.

Dans le but d'améliorer l'accessibilité du transport public régulier, le CETUD a mis en place 13 nouvelles lignes pour tenir compte des conclusions de la dernière Enquête auprès des ménages sur la Mobilité, les Transports et l'Accès aux Services Urbains dans l'agglomération de Dakar (EMTASUD). En effet, ce nouveau maillage permettra de mieux répondre à la demande de transport sur des zones qui, jusque-là, étaient considérées enclavées.

L'occasion a été saisie par les Directeurs Généraux des deux structures, le Docteur Thierno Birahim AW du CETUD et Maître Moussa DIOP de DDD, pour rappeler la nécessité de travailler en synergie pour assurer un service de transport de qualité dans les meilleures conditions de sécurité et de confort des usagers.

La modernisation du système de transport à Dakar est un des objectifs de la Lettre de Politique des Déplacements urbains (LPDU) élaboré en 2014. Ce document actualise les orientations de l'Etat du Sénégal contenues dans la Lettre de Politique du sous-secteur des Transports urbains de 1996. La LPDU participe à la réalisation des objectifs du Plan Sénégal Emergent (PSE), le référentiel de la nouvelle politique économique et sociale sur le moyen et le long terme, visant l'émergence du Sénégal à l'horizon 2035.



Les Directeurs Généraux du CETUD et de DDD lors de signature de la nouvelle convention portant sur la mise en concession de l'exploitation de lignes structurantes de transport public de voyageurs par autobus dans la région de Dakar (6 juin 2016)



Ministère des Infrastructures,
des Transports Terrestres et
du Désenclavement



Direction des Routes

Direction des Transports Routiers

Direction des Stratégies de Désenclavement



MOBILITÉ

République du Sénégal

Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et
du Désenclavement

Directeur de publication

Dr. Thierno Birahim Aw, Directeur Général du CETUD

Coordination

Fatou Diagne Diop, Coordinatrice Cellule de Communication - CETUD

Fatoumata Sidibé, Chargée du Marketing - CETUD

Raby Kane, Chargée de Communication Sociale - CETUD

Conception et réalisation

Nicolas Dupuy, Consultant Concepteur Rédacteur - CETUD

Comité de rédaction

Latir Mané, Conseiller Technique en Communication - MITD

Mamadou Silèye Anne, Responsable Cellule Communication - DDD

Awa Sarr, Chef Cellule Communication - AGEROUTE

Fatou Sady Ndiaye, Assistante en Communication - AGEROUTE

Aminata Mbaye Fall, Chargée de Communication - PTB

Base documentaire et crédit photographique

CETUD, DDD, AGEROUTE et PTB